



## CHIFFRES CLES



**681 708**  
Personnes déplacées



**223 824**  
Personnes déplacées sur sites



**457 884**  
Personnes déplacées en familles d'accueil



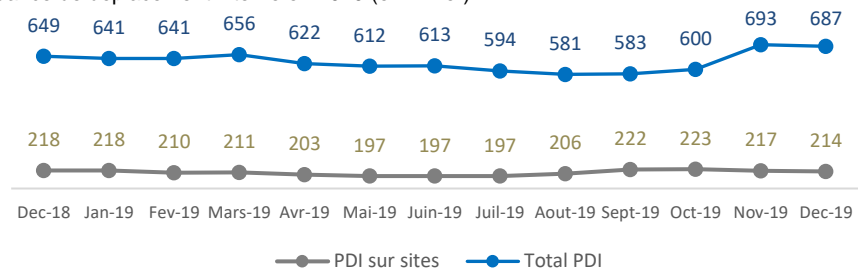
**293**  
Incidents de protection

PERSONNES AFFECTEES			
H	F	g	f
149	110	9	37

## 1. Tendance de la situation de protection

**Déplacements forcés de la population :** Au 31 janvier, 2020, le total des personnes déplacées internes en RCA (PDI) était estimé à 681 708 individus composés respectivement de 223 824 personnes sur des sites et de 457 884 personnes estimées dans les familles d'accueil. Ainsi, on constate une augmentation de près de 2 % du volume de déplacement par rapport à la situation de déplacement de décembre 2019 où le nombre de PDI était estimé à 687 191 personnes. Les membres de la CMP ont noté des nouveaux déplacements (plus de 16.000 PDI) en raison de la recrudescence des violences dans les préfectures de la Haute-Kotto (Bria), de Vakaga (Biraou) et de la Basse-Kotto (Alindao).

Tendance de déplacement interne en 2019 (en millier)



**Retour des déplacés internes :** Les membres de la CMP ont rapporté le retour de 4 532 anciens PDI dans des localités relativement stables des préfectures du Mbomou, du Haut-Mbomou et de l'Ouham-Pendé. Par ailleurs, les membres de la CMP ont reçu d'information sur plusieurs retours des sinistrés des inondations qui avaient touché plusieurs régions au courant du dernier trimestre 2019. Aucune évaluation y relative n'ayant été faite au courant de ce mois de janvier, les chiffres ne sont pas disponibles.

**Incidents de protection :** 293 incidents de protection ont été enregistrés et rapportés en janvier 2020 par ASA et INTERSOS, partenaires du HCR en monitoring de protection ainsi que OXFAM. Les victimes étaient constituées en majorité des PDI (42%), des résidents (32%) et des retournés (21%). Les victimes de sexe masculin représentaient 52%, celles de sexe féminin 48% et les enfants 15% parmi lesquels les filles représentaient 12%.

**Alerte précoce :** La Ligne Verte 4040 a reçu 1 552 appels pertinents provenant principalement de la ville de Bangui (59%), de l'Ombella M'Poko (10%) et de l'Ouham-Pendé (7%). Les 24% restant provenant d'autres préfectures. Les appelants ont alerté la Ligne Verte au sujet de 28 incidents de protection, de 10 alertes d'attaques ou sécuritaires et de 02 découvertes de restes explosifs de guerre. Le reste des appels étaient relatifs à des demandes d'information sur le service ou au sujet du référencement. Les incidents rapportés étaient relatifs aux VBG, notamment le viol (26 cas) et aux atteintes à l'intégrité physique (2 cas). Les personnes affectées par les incidents de protection sont essentiellement de sexe féminin : 64% de filles et 36% de femmes. La Ligne Verte a fait 26 référencement vers des acteurs de prise en charge médicale et d'appui juridique.

**Persistance de plusieurs hotspots de protection :** Les préfectures de la Vakaga, de la Basse-Kotto, de la Haute-Kotto, de l'Ouaka, de l'Ouham et de la Nana-Gribizi ont été les plus affectées par l'instabilité sécuritaire au cours du dernier trimestre 2019 et en début 2020. Les nouveaux foyers de tensions ou des foyers de tension dans lesquelles il y a eu une détérioration importante de la situation incluent Biraou, Bria, Alindao, Batangafo, Obo, Bambouti, Yalinga et Nzako. La situation dans les villages situés sur les axes périphériques où les localités difficiles d'accès est encore beaucoup plus difficile, avec plusieurs alertes sur les incidents de protection reçues par les acteurs de protection.

**Protection de l'enfance :** la situation de la protection de l'enfance reste très préoccupante dans plusieurs régions en raison de l'activisme des groupes armés et dans les zones affectées par la transhumance. Les zones les plus concernées incluent Batangafo (préfecture de l'Ouham), Kaga-Bandoro (préfectures de la Nana Gribizi), Alindao (préfecture de la Basse-Kotto), Biraou (préfecture de la Vakaga), Bria (préfecture de la Haute-Kotto) et Ippy (préfecture de l'Ouaka). Les activités de protection de l'enfance avaient été suspendues temporairement dans la ville de Bria et sur les axes suite à l'insécurité causée par les tensions et les affrontements entre les groupes armés.

### VBG :

- Les cas de VBG continuent d'être enregistrés par les acteurs dans différentes préfectures, Au mois de Décembre 2019, le total des cas VBG enregistré était de 655 cas. Les personnes survivantes étaient en majorité de sexe féminin (95%). Les incidents de violences sexuelles (viol et agression sexuelle) représentaient 25% du total des cas de VBG enregistrés.

### LTB

A Bangui, quatre cas d'occupations illégales de maisons ont été enregistrés à Béa-Rex et dans la commune de Bégoua (village Ngou-komba). Tous les propriétaires sont des hommes, et ont été identifiés par le comité de retour de Béa-Rex, le mécanisme communautaire de Bégoua et l'équipe NRC. A Bania et Gamboula, dans la préfecture de la Sangha Mbaéré, 8 cas d'occupations de maisons et terrain ont été enregistrés par l'équipe NRC. Les propriétaires sont tous des hommes



## 2. Principales réponses mises en œuvre par les membres du Cluster Protection et des sous-clusters

### Prévention et réponse aux VBG

#### Prévention et réponse aux incidents de protection

- 397 personnes survivantes de VBG ont reçu un suivi psycho-social de la part de DRC, INTERSOS, 594 survivants des incidents de protection ont reçu un suivi psychosocial de la part d'ASA et INTERSOS, en partenariat avec le HCR, et de la part de DRC, COOPI et NRC. 70 cas ont été référés par les mêmes organisations aux acteurs de prise en charge médicale et 24 aux acteurs fournissant une assistance juridique. Une assistance matérielle sous forme de cash ou de kits de dignité a été donnée à 107 personnes survivantes.
- DRC a organisé 27 activités psychosociales communautaires, rassemblant au total 690 personnes constituées de 100 hommes, 342 femmes, 135 filles et 113 garçons.
- 3 475 personnes ont été sensibilisées par ASA et INTERSOS en partenariat avec le HCR à Bouar, Alindao, Mobaye, Bria, Kaga-Bandoro, Kémo, Ndélé, Bambari et Paoua au sujet des droits de l'homme, des VBG, des activités de monitoring de protection et de la cohésion sociale. 807 personnes ont été sensibilisées par DRC au sujet des VBG dans l'Ouham et l'Ouham-Pendé. Par ailleurs, cette ONGI a renforcé les capacités de 27 points focaux protection.

#### Réponse multisectorielle aux VBG

- En 2019, 45% des cas de viols déclarés sur GBVIMS ont eu accès à une prise en charge médicale dans l'intervalle de 0 à 3 jours (72h) ; 7% dans l'intervalle de 4 à 5 jours ; 14% dans l'intervalle de 6 à 14 jours ; 5% dans l'intervalle de 2 semaines à moins de 1 mois et 22% au-delà de 1 mois.
- Tous les cas de VBG déclarés sur GBVIMS en 2019 ont reçu une prise en charge psychosociale, tandis que 16% ont été assistés par un service de soutien aux moyens de subsistance, 8% d'un accès aux soins médicaux, et 14% ont eu accès à une assistance juridique.
- UNFPA et UNICEF, en collaboration avec le Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la protection de l'enfance et l'appui technique de l'Équipe Globale du GBVIMS, ont organisé une session de formation sur la gestion de cas du 4 au 12 février 2020. L'objectif était de doter le sous cluster VBG d'un pool de formateurs qui va poursuivre la formation en cascades des gestionnaires de cas de VBG afin d'améliorer la qualité de service. La session a regroupé 25 participants, et s'est déroulée en 2 étapes : une formation générale à l'intention de tous les participants et une formation des formateurs (20 personnes).
- UNFPA a mis à disposition une importante quantité de kits de santé de la reproduction (SR) ; 3 tentes et 933 kits de dignité pour la réponse à la récente crise de Birao.

### Protection de l'enfance

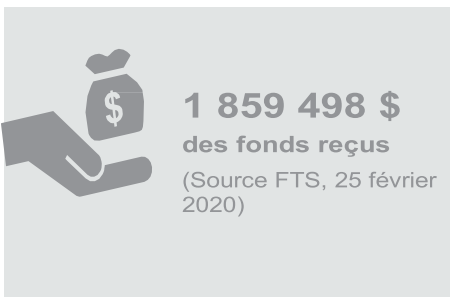
- Recherche et réunification familiale  
142 enfants non accompagnés et séparés identifiés par les partenaires de l'UNICEF continuent de bénéficier d'une prise en charge transitoire en attendant leur réunification familiale
- Encadrement des enfants dans les espaces amis d'enfants (EAE)  
6 260 enfants ont fréquenté les EAE à Kaga-Bandoro, Birao, Bocaranga, Berberati et Batangafo. La plupart de ces activités ont été organisées par les ONG soutenues par l'UNICEF
- Réintégration des enfants sortis des forces et groupes armés (EAFGA)  
13 EAFGA (2 filles) ont été identifiés par les acteurs de protection de l'enfance au courant de ce mois, et ils ont déjà débuté le programme de réintégration.
- Sensibilisation sur les droits de l'enfant  
11 931 personnes (3 028 femmes et 1 694 filles) ont été sensibilisées à travers des campagnes de sensibilisation de masse sur la prévention de la séparation familiale, les conséquences du recrutement et de l'utilisation des enfants par les groupes armés, la prévention de VBG ...

### Logements Terres et Biens (LTB)

- Restitution : 3 maisons ont été restituées à leurs propriétaires par le comité de retour et le mécanisme communautaire de Bégoua à Bangui ;
- Renforcement de capacité : NRC a renforcé la capacité du comité de retour de Bea-Rex et le mécanisme communautaire de Bégoua dans la résolution pacifique des conflits LTB.
- Référencement : 8 cas de LTB enregistrés par les mécanismes communautaires de Gamboula et Bania ont été référés aux mécanismes communautaires.

## 3. Défis majeurs

- Circuit de référencement des cas de VBG non disponible dans certaines zones en raison de l'absence de structures de prise en charge.
- Étendre et/ou mettre à échelle le monitoring et réponse de protection dans plusieurs hotspots
- Le retard de déploiement des moniteurs en ce début d'années fait que les données n'ont pu être collectées dans certaines zones



Carte des villes où sont établis le cluster et les sous clusters



### MEMBRES

Membres composés du gouvernement, ONGI, ONGN, agences des Nations Unies

### CONTACTS

Jacques Ajaruvwa, Coordinateur du Cluster Protection en RCA, email : [ajaruwva@unhcr.org](mailto:ajaruwva@unhcr.org)  
Lamine Boubacar Traoré, Coordinateur du Sous-Cluster VBG, email : [ltraore@unfpa.org](mailto:ltraore@unfpa.org)  
Justin Kaseke, Co-facilitateur du Sous-Cluster Protection de l'enfance, [justin.kaseke@plan-international.org](mailto:justin.kaseke@plan-international.org)  
Tatiana Dangoula, Coordinatrice du Groupe de Travail LTB, email : [tatiana.dangoula@nrc.no](mailto:tatiana.dangoula@nrc.no)